

l'apartheid en horreur. En outre, des sociétés privées canadiennes ont annoncé de leur propre chef qu'elles n'achèteraient plus de produits sud-africains. Les syndicats canadiens se sont systématiquement déclarés opposés à l'apartheid, et certains ont refusé de décharger un navire transportant de l'acier en provenance d'Afrique du Sud. Des universités se demandent si elles doivent se départir de leurs intérêts en Afrique du Sud. Cette question a touché profondément le peuple canadien, et les Sud-Africains qui ferment les yeux sur l'apartheid devraient savoir qu'ils offensent non seulement le gouvernement du Canada, mais aussi le peuple et ses valeurs.

Pour focaliser cette colère, pour appliquer constamment des pressions qui amènent le changement, nous devons disposer des meilleures informations et des meilleurs avis qu'il soit possible d'obtenir pour user de notre influence de la façon la plus efficace.

Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos amis. Le Président des États de première ligne, le Président Julius Nyerere de Tanzanie, éminent leader africain, effectuera une visite officielle au Canada du 24 au 26 septembre. Quant au Secrétaire général du Commonwealth, il sera parmi nous au début d'octobre. Nous solliciterons leur avis et celui d'autres dirigeants qui s'opposent à l'apartheid, notamment au sein du Commonwealth et parmi les États de première ligne. La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tiendra à la mi-octobre, devrait nous fournir l'occasion d'agir d'un commun accord contre l'apartheid.

Nous prenons actuellement un certain nombre d'autres mesures dans le cadre des pressions que nous continuons d'exercer contre l'apartheid.

En premier lieu, je rencontre en ce moment un certain nombre de représentants du monde des affaires et de la finance au Canada, afin d'examiner les domaines possibles de coopération contre l'apartheid. La première rencontre a eu lieu le 9 septembre. Les autres suivront sous peu, c'est-à-dire les 17 et 20 septembre.

En second lieu, le gouvernement du Canada annonce un embargo volontaire sur les prêts au gouvernement de l'Afrique du Sud et à tous ses organismes. Nous demandons à toutes les banques canadiennes de respecter cet embargo, et nous avons des raisons de croire qu'elles le feront. Certaines ont déjà pris des mesures de leur propre initiative, et nous les en félicitons. Cet embargo ne touchera pas les crédits déjà consentis ou les prêts qui seraient nettement au bénéfice des Noirs.